



« Finissons-en avec l'opposition dogmatique, factice et stérile entre entreprises et politiques »

Laurent Grandguillaume, député de la Côte-d'Or, et Stéphane Marchand, délégué général d'Entreprise et Progrès, prônent un nouveau rapport entre politiques et chefs d'entreprise, reconnaissant la nécessité d'efficacité des premiers et la responsabilité sociale des seconds.

LE MONDE ECONOMIE



TRIBUNE . S'allier autour des convergences plutôt que se déchirer sur les différences, c'est possible. Dans certains pays, l'Allemagne ou le Royaume-Uni par exemple, les partis politiques qui étaient adversaires pendant la campagne électorale s'unissent ensuite pour gouverner en se concentrant sur leurs valeurs partagées plutôt que sur leurs différences. Cela s'appelle l'union nationale et elle envoie un message fort : dépassons les clivages partisans au nom de la performance collective, passons d'un face-à-face idéologique à un côte à côte pragmatique. Cela s'appelle aussi la responsabilité.

La responsabilité n'est l'apanage de personne en particulier. Les « responsables » politiques sont censés l'exercer par définition. Les chefs d'entreprises savent eux aussi que le succès de long terme de leur entreprise repose sur leur capacité à identifier, formuler et mettre en œuvre la responsabilité sociétale qui est la leur.



[Visualiser l'article](#)

Alors, si on en finissait avec les postures, l'opposition dogmatique, factice et stérile entre entreprises et politiques ?

Une entreprise doit s'aligner sur l'intérêt général

L'entreprise a besoin de gouvernants puissants et légitimes qui prennent des décisions claires et stables. Le politique a besoin d'une économie forte et d'entreprises impliquées dans la société. La croissance durable, ce Graal des politiques et des entreprises, passera donc par un renouvellement radical des relations entre entreprises et politiques. Ce renouvellement a commencé.

En 2017, pour pouvoir prétendre être pleinement responsable, une entreprise doit s'aligner sur l'intérêt général. Elle le fait à travers la responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE), qui est une proposition politique. Quand une entreprise propose un service environnemental (eau, déchets, énergie) à une collectivité territoriale et que les deux partenaires arbitrent entre la baisse du prix de la prestation et la hausse de la valeur apportée à la communauté, elles font de la politique. L'entreprise devient un acteur politique qui exerce une responsabilité politique.

Le bien commun n'est pas le pré carré du service public. La société civile s'empare aujourd'hui de nombreuses tâches ayant appartenu au domaine public. Prenons l'emploi. Les politiques créent les conditions de l'emploi, mais ce sont les entreprises qui embauchent. Pôle emploi est un service public, mais des myriades de start-up privées innovantes l'assistent et renforcent son action. Le bien commun peut être défendu avec une efficacité remarquable, voire être incarné, par des acteurs privés. L'entreprise parfaitement responsable est un bien commun à part entière. Privé, mais commun.

Un « cercle opérationnel de mise en œuvre »

Pour animer cette relation politique-entreprise rénovée, il nous faudra de nouveaux leaders, formés autrement, à la fois en politique et dans les entreprises. Avec plus d'aller-retour entre les deux mondes, pour installer une connaissance mutuelle fine. Les dirigeants d'entreprises sont habitués à disposer de leviers de pouvoir efficaces pour gérer et délivrer un objectif de résultat à un public d'investisseurs.

Les dirigeants politiques sont coutumiers, eux, des objectifs multiples à destination de publics variés et, pour les atteindre, ils recourent à la persuasion plus qu'au pouvoir. Bref, les entreprises soucieuses de responsabilité ont beaucoup à apprendre des politiques pour gérer les relations avec leurs parties prenantes.

Alors, allons plus loin. Transformons la convergence des expériences en méthode de gouvernement. Mettons en exergue et quantifions la « responsabilité de mise en œuvre » des politiques. Entourons chaque membre du gouvernement, chaque directeur d'administration, chaque président de région, chaque préfet, d'un « cercle opérationnel de mise en œuvre » pluridisciplinaire incluant des chefs d'entreprises. Instaurons une nouvelle culture du résultat et de l'évaluation dans les processus politiques et administratifs. Faisons vivre cette nouvelle union nationale.

Entreprise et progrès est un think tank qui réunit des dirigeants d'entreprise.